Études balkaniques

Cahiers Pierre Belon

12 | 2005

Regards croisés sur le patrimoine du Sud-Est européen

Le passé, la nation, la religion : la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste

Past, Nation, Religion: Patrimony Politics in Socialist Bulgaria

Galia Valtchinova

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/118>

ISSN : 2102-5525

Éditeur

Association Pierre Belon

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 194-209

ISBN : 2-910860-05-1

ISSN : 1260-2116

Référence électronique

Galia Valtchinova, « Le passé, la nation, la religion : la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste », *Études balkaniques* [En ligne], 12 | 2005, mis en ligne le 07 avril 2009, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesbalkaniques/118>

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

Le passé, la nation, la religion : la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste

Past, Nation, Religion: Patrimony Politics in Socialist Bulgaria

Galia Valtchinova

- 1 Dans un article consacré à l'usage des icônes en Bulgarie communiste, l'ethnologue Jean Cuisenier affirmait que les Bulgares « avaient pleine conscience de la valeur patrimoniale de ces biens culturels »¹. Ce serait cette conscience qui aurait conditionné la mise en place, en Bulgarie socialiste², d'une politique culturelle qui, tout en mettant ces objets hors de leur contexte et en interdisant la pratique religieuse, aurait permis de préserver des *images religieuses* en tant qu'*objets d'art*.
- 2 Il nous semble que cette assertion, sans soulever d'objection de principe, pose davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses. Surtout, ce qui s'y présente comme allant de soi, n'est guère de l'ordre de l'évidence ; il serait utile, voire indispensable, d'interroger chacun des termes employés. On est ainsi amené à se poser des questions sur trois notions de base :
 - La notion de patrimoine : à quel moment, historiquement parlant, naît l'idée de la valeur patrimoniale d'un objet ?
 - La notion de bien culturel : à quel moment et dans quelles circonstances peut-elle s'appliquer comme dénominateur commun à des objets « sacrés » ?
 - Enfin, qu'est-ce qu'« avoir la conscience du patrimoine » ou d'un bien culturel ?
- 3 Dans les pages qui suivent, nous tentons de donner une réponse à chacune de ces questions pour la Bulgarie socialiste (*grosso modo* entre les années 1950 et la fin des années 1980) tout en nous plaçant dans un contexte plus large : celui de l'État bulgare moderne. L'étude comporte deux parties : une première, plus théorique, permet de circonscrire la relation entre modernité, religion et notion de patrimoine. Les grandes étapes de la politique du patrimoine en Bulgarie sont passées en revue dans la seconde partie, avec

une attention particulière accordée à la période communiste. Elle permet de nuancer la question des domaines privilégiés de la politique du patrimoine et de ses enjeux.

- 4 En ce qui concerne le patrimoine, le passage par *Les Lieux de mémoire* est incontournable à double titre : en tant que projet d'abord, projet qui lie « idéal » et « matériel »³, la mémoire à l'espace et aux objets ; comme vision désenchantée de l'histoire ensuite, selon laquelle c'est l'historiographie d'un État, les historiens et plus largement, les élites qui fabriquent, de mille façons, ce qu'il est convenu d'appeler la mémoire nationale. À suivre André Chastel, le concept (et le mot) de *patrimonium* se déploie dans un vaste champ sémantique centré sur l'héritage au sens large, allant de « ce qu'on tient de son père » à la relation entre un groupe juridiquement défini et certains biens matériels concrets, un espace ou un trésor. C'est dans cette deuxième acception qu'il peut prendre une valeur affective pour désigner certaines conditions fondamentales de l'existence collective (et en particulier, nationale) et humaine ; ainsi, on parle de patrimoine historique, culturel ou biologique⁴. Dans les sociétés occidentales, cette connotation familiale et pour ainsi dire biologique du terme s'est progressivement estompée au cours des décennies, laissant place à l'idée de la transmission, au sens le plus large, entre générations.
- 5 Des *Lieux de mémoire* retenons, dans la perspective qui nous intéresse, trois éléments qui permettent de parler d'une idéologie du patrimoine. Ils seront examinés tour à tour. Partant d'un terrain anthropologique français, leur validité générale n'est pas difficile à démontrer ; d'où l'intérêt d'une analyse permettant de recouper les pratiques et les politiques du patrimoine en « Occident » et en Bulgarie.
- 6 1) Emprunté au vocabulaire de la circulation de biens entre parents, dans une temporalité aussi bien horizontale que verticale, la notion de patrimoine –qu'il soit historique ou culturel– connote la collectivité de référence en termes de parenté, voire de consanguinité. D'où l'ambiguïté de ce rapprochement lorsqu'il s'agit de nation ou d'État : comme M. Herzfeld l'a brillamment démontré⁵, il y a là tout un jeu d'associations qui permet de concrétiser, par le biais d'une politique du patrimoine, un produit historique comme la Nation ou l'État, en l'ancrant dans une essence éternelle et inchangeable. Logiquement, parmi ces usages variés on peut s'attendre à la récupération, dans une perspective essentialiste, de l'idée de patrimoine ; ceci paraît d'autant plus logique que dans les sociétés balkaniques, les appels à la mémoire collective ou historique et le recours aux métaphores de parenté font partie des moyens principaux de la construction et du maintien des identités nationales.
- 7 2) En France, la notion de patrimoine (culturel, d'art, historique, national) est liée à la construction de la nation ; plus encore, elle naît au cours même de la transformation radicale de la société qu'est la Révolution. Mis en pratique après la première vague de destructions et la contestation généralisée, le concept de patrimoine constitue une mise à l'abri des biens matériels de ceux dont le renversement fut l'objectif de la Révolution ; des lois furent promulguées dans ce sens. L'on s'aperçoit toutefois que le lien direct de propriété établi entre un bien et les acteurs sociaux définis comme « ennemis » (au sens politique) nuit à sa prise en compte comme du *patrimoine* ; par contre, le recul chronologique joue de façon positive. Au tout début, on considère comme patrimoine les « antiquités » médiévales, et tout spécialement les objets et les monuments d'art liés à la religion. Au fur et à mesure de la stabilisation de la société, après la flambée révolutionnaire, la notion de patrimoine passe de l'acception de « bien matériel » au sens strict vers à une acception plus abstraite de *biens*, particulièrement de biens ayant une dimension symbolique pour un groupe ou pour la société dans son ensemble.

- 8 3) Le concept de « patrimoine national » se définit par l'éloignement entre un mode de vie « moderne » et un autre, conçu comme politiquement ou culturellement révolu. Ainsi la notion de *patrimoine* tend à englober des domaines nouveaux au fur et à mesure du changement ou de la disparition de pans entiers de la vie sociale, des conditions économiques et des pratiques culturelles qui l'accompagnent. Le patrimoine peut donc être vu, dans une perspective sociologique et historique à la fois, comme un processus (ou un effort) de récupération symbolique : tout ce qui relève désormais du passé, de la mémoire de la société, est ou pourrait être associé au patrimoine national⁶.
- 9 Cette particularité de la production du patrimoine historique et culturel en fait un domaine susceptible de gestion et/ou de manipulation politique ; aussi parle-t-on d'une politique du patrimoine, voire d'une politique de patrimonialisation. Dans le cas de la Bulgarie, ce point est à souligner pour une autre raison également : il nous éclaire sur la nature du rapport entre religion et patrimoine qui passe par le concept que la modernisation suppose le « dépérissement de la religion »⁷. En d'autres termes, si « le réseau concret des sanctuaires, des reliques et des images a été constamment ressenti comme le fonds patrimonial de la chrétienté », les éléments de ce réseau deviennent du patrimoine au fur et à mesure qu'ils sont enlevés à leur fonction habituelle pour être introduit dans le circuit de fonction symbolique. Plus encore, « leur double caractère dévotionnel et artistique leur assure un statut d'objets merveilleux, qui s'inscrit en profondeur dans la sensibilité » – à condition bien sûr qu'il s'agisse d'une sensibilité fortement « désacralisée » et qui « tend à verser l'ensemble de l'appareil religieux dans le fonds du patrimoine dit « culturel » »⁸. Il ne faut pas s'étonner de trouver le même rapport ambigu entre religion et patrimoine dans le contexte de la France post-révolutionnaire et dans celui de la Bulgarie d'après la Seconde guerre mondiale.
- 10 On peut donc dire que les trois éléments qui sous-tendent la construction du concept de patrimoine se révèlent être en même temps des dimensions principales de la modernité. Il s'agit, autrement dit, de : (a) l'émergence de l'État-nation qui provoque (b) un changement fondamental au sein des élites politiques, et mène (c) à la sécularisation de la société. Or, comme dans la plupart des sociétés balkaniques, la modernisation radicale et décisive de la Bulgarie s'effectue après la Deuxième guerre mondiale⁹. De ce fait, elle coïncide avec l'époque socialiste, communiste ou totalitaire, selon les divers adjectifs en cours. Cette coïncidence a nourri des constructions théoriques qui relient dans une causalité parfaite une modernisation retardée, le sous-développement et le triomphe du communisme en Europe de l'Est. Estimant que le « socialisme réel » fut une forme de modernité¹⁰, je me concentre sur l'imbrication entre modernité, nationalisme, religion et valorisation du passé, essayant de démontrer que le « patrimoine historique et culturel » est un objet politique sujet à manipulations, et que ce constat est valable par-delà les régimes politiques et les constructions pseudo-culturalistes¹¹.
- 11 Il est indispensable d'opérer une seconde distinction entre les sociétés balkaniques – en particulier celles où la confession dominante est l'orthodoxie, et les sociétés occidentales, à propos de la modernité. Il s'agit de la place du fait religieux dans la société et de son évolution. Dans les sociétés orthodoxes dont la Bulgarie est un exemple parmi d'autres, la tendance notée au cours du XX^e siècle à une « privatisation du religieux » ou du « croire »¹² et à la sécularisation de la société reste diffuse et s'exprime peu. Parmi les facteurs qui rendent possible une emprise de la religion sur la société, les plus importants semblent être les suivants :

- 12 - La proximité (souvent qualifiée de « traditionnelle ») entre le politique et le religieux dans les pays orthodoxes qui s'exprime, entre autres, par une correspondance entre États nationaux et Églises nationales, par la collaboration des autorités de l'Église avec celles de l'État. Dans ce *modus vivendi* qui s'est confirmé et a pris des formes originales à l'époque ottomane, c'est une règle que le pouvoir séculier joue le premier rôle. L'absence de sécularisation ou son caractère inachevé peut donc être considéré comme servant les intérêts de l'État national¹³.
- 13 - Si les formes extérieures de piété comptent beaucoup dans les cultures orthodoxes, celles-ci se montrent généralement tolérantes à l'égard de l'absence d'une stricte observance des gestes et des comportements religieux prescrits et immédiatement identifiables. En revanche, on y constate la variété –et la vivacité– d'une religiosité informelle dans laquelle les codes standard ne sont pas toujours ouvertement exprimés.
- 14 - Une tendance commune à la plupart des sociétés balkaniques est d'établir un lien aussi intime que complexe entre confession et identité nationale ; les événements des années 90 dans l'ex-Yougoslavie témoignent de la ténacité de cette tendance. On peut encore affirmer, avec B. Lory¹⁴, que la confession reste une matière de choix et/ou de contraintes collectives plus qu'une question de conviction ou de choix individuel. Ceci réduit considérablement les effets de la sécularisation forcée pratiquée par les régimes communistes qui se mettent en place dans les Balkans au cours des années 1940, processus qui était censé aller de pair avec la privatisation de la foi et de la pratique religieuse. Cette imbrication du religieux et du politique ouvre la porte à une manipulation de la religiosité tout en donnant lieu à un effort constant pour la préserver comme un espace d'action, voire de référence, politique.
- 15 Enfin, dans la même logique de rapport entre religion, identité et passé, l'espace culturel chez les Bulgares orthodoxes a une valeur historique affirmée par l'historiographie nationale : les églises – et à plus forte raison l'Église orthodoxe, sont tenues d'être à la fois la scène première du Réveil national bulgare et l'espace de la résistance anti-ottomane¹⁵.
- 16 En bulgare, il est difficile de faire la distinction entre biens familiaux et biens nationaux dans ce qui fait l'objet d'un legs ou d'une succession du père –le *patrimoine*. Ainsi l'idée française de patrimoine est rendue par le mot qui signifie *héritage* précédé, le cas échéant, par culturel, artistique ou historique. L'accent étant ainsi mis sur « ce qui est transmis pour être préservé », sous-entendu « pour les générations à venir », il est évident qu'on a affaire à une approche quelque peu différente du patrimoine. Tout d'abord, ce qui « doit être transmis » est, le plus souvent, un objet matériel qui, dans la vision national(ist)e rigoureuse, est considéré comme le dépositaire des « traditions millénaires » du peuple bulgare. Dans cet usage du terme, « tradition » signifie l'essence collective immuable et immanente, la qualité inhérente d'être identique à « soi-même » à travers les âges, tout en étant donné que « soi-même » se traduisant par et dans la Nation est un fait historique tardif. En accord avec cette vision essentialiste de la tradition et de ce qui doit être transmis et préservé, la transmission elle-même est réduite à l'ensemble des pratiques de préservation, conservation et mise en public des « biens culturels ». Le statut de « biens culturels » est donc accordé à ce qui est l'œuvre d'un génie collectif étiqueté comme « bulgare », et donc pris dans un projet national à force rétroactive. Ce concept vise à faire disparaître le vide de « cinq siècles de joug turc », autrement dit, la non-existence de la Bulgarie en tant que territoire et État autonome, ces deux conditions *sine qua non* de l'État-nation. Dans le cas bulgare, c'est donc l'effort pour remédier à l'absence de la composante politique de la vie d'une collectivité nationale qui confère au *patrimoine*

culturel son élasticité extrême. Le terme peut être étendu à tout ce qui est considéré comme l'expression matérielle ou morale d'une « conscience nationale », autant que la « marque objective » d'une ethnicité bulgare formée au IX^e-X^e siècle et censée durer à travers les âges.

- 17 Les prémisses d'une politique du patrimoine sont perceptibles dès les années 1880, lorsque les efforts pour collecter et sauvegarder les antiquités bulgares donnent naissance aux premières institutions qui prennent en charge le patrimoine. Calquées sur le concept russe d'« antiquités » [*drevnosti*]¹⁶, ces « choses anciennes » n'ont rien à voir avec le concept français ; il s'agit beaucoup plus ici de la tradition orale et d'un concept de l'objet comme trace matérielle d'un mode de vie perçu comme « authentiquement bulgare »¹⁷ – somme toute, de folklore dans une acception large. Ce concept englobe, à côté des « traditions orales », tout ce qui représente la richesse culturelle du peuple bulgare : essentiellement les tissus, les costumes traditionnels et les objets d'artisanat. C'est la période de la collecte de ce qui va devenir, par la suite, le fonds d'or du folklore et de la dialectologie bulgares : le *Recueil des Traditions populaires* édité depuis 1889 répertorie des milliers de chants et de légendes populaires, de devinettes, proverbes, dictons, des échantillonnages de patois et de « langages secrets » propres à certaines professions. On a recours aux techniques de l'aquarelle et de la peinture à l'huile¹⁸ pour constituer un fonds d'images qui permettrait de rendre la richesse chromatique des objets de valeur patrimoniale : des tissus, des costumes traditionnels mais aussi ceux qui sont spécialement confectionnés pour certains rituels, des pains rituels décorés et des œufs de Pâque à décoration très sophistiquée. Ce n'est que dans les premières décennies de notre siècle que l'on commence à utiliser à ces fins, et *in extremis*, l'image photographique. Les premières collections de tableaux illustrant « la vie populaire » et d'objets de la « culture populaire » datent des années 1890 et donnent lieu à la fondation du *Musée Populaire* [National] en 1893. Il faut noter, également, la possession à titre personnel, par le souverain bulgare Ferdinand (1886-1918), d'une grande collection de ce genre, de qualité supérieure, dont une bonne partie fera plus tard l'objet d'une donation au Musée de l'Homme à Paris¹⁹. Cet intérêt s'inscrit parfaitement dans la logique du choc entre une société indigène et « orientale » qui entre à peine dans la modernité et une élite européenne à laquelle on a fait appel pour la construction du nouvel État. Rappelons que ce prince, un Saxe-Coburg-Gotha habitué des cours européennes, fut choisi par les Grandes Puissances pour régner sur l'État nouveau-né, issu du démembrement d'un Empire dont l'image, pour un Européen du dernier quart du XIX^e siècle, était dotée de toutes les tares de l'Orient. Les deux approches : celle de l'élite locale soucieuse de se trouver et d'affirmer les repères de l'identité nationale, et celle des Européens cherchant à prendre position par rapport à une culture politique peu habituelle se retrouvent, logiquement, dans l'intérêt pour la vie et la culture populaires.
- 18 Le triomphe de l'État-nation dans les Balkans au cours du XIX^e siècle favorise la présentation de la construction nationale comme un « retour à la civilisation » après des siècles de « retard » dû à l'invasion ottomane²⁰. Ceci fait paraître naturelle l'exclusion de l'héritage ottoman du concept de *patrimoine national* qui se met en place. Par-delà les mythes nationalistes, l'installation et le maintien du système ottoman a effectivement eu comme corollaire la destruction des bâtiments fortifiés de l'époque précédente, ou leur « conversion » à des fonctions et sous des formes agréées par les nouveaux maîtres. Ainsi tous les peuples balkaniques évoquent des cas (vrais ou prétendus tels) de transformation d'églises chrétiennes en mosquées. En même temps, le régime ottoman a façonné un

régime d'agriculture, un système terrien et une vie urbaine qui ont produit des *paysages* (au sens du terme relevé par Burguière²¹) radicalement différents de ceux de France ou d'Europe occidentale. Une des plus belles illustrations en est la gravure « Vue de Sofia et du mont Vitocha » par Felix Kanitz, voyageur et géographe austro-hongrois et auteur de *Donaubulgarien und der Balkan* (1877), reproduite sans cesse dans des études sur l'époque ottomane et la Bulgarie du XIX^e siècle. À perte de vue, aucun château ni clocher ; au lieu des flèches des cathédrales, la ville est dominée par les flèches des minarets. En adoptant la perspective de l'époque, on comprendrait aisément l'acharnement de la jeune élite nationale bulgare contre les édifices ottomans, ces marques trop visibles d'un passé jugé honteux et d'une culture orientale [*orientalština*] qu'elle voudrait occulter à défaut de pouvoir la supprimer²². On ne note aucun intérêt pour la valeur artistique de l'architecture ottomane ; au contraire, la destruction de nombreuses mosquées, des *hans* (auberges) et *konaks* (principaux bâtiments administratifs, sorte d'hôtel de ville) est considérée comme une expression légitime du souci de « rejoindre la famille des cultures européennes ». Un exemple : le palais royal construit précipitamment au cœur de Sofia, élue capitale, fut érigé à la place du *konak* ottoman ; un symbole du pouvoir vient en remplacer un autre²³. En Bulgarie, le palais royal est un emblème de l'État national même si, vu d'un œil occidental, c'est un modeste édifice de trois étages dont la taille est comparable à celle d'un hôtel particulier français du XVII^e siècle.

- 19 Simultanément, on peut déceler un autre sens du terme d'*antiquités* signifiant : objets authentiquement anciens. La Bulgarie est située aux confins septentrionaux de la Grèce, haut lieu de l'Antiquité classique et État moderne qui a fait largement usage du capital symbolique (et politique) lié à son illustre passé. Essayant de suivre cet exemple –comme d'ailleurs la plupart des États balkaniques– la Bulgarie moderne commence à investir dans les « civilisations brillantes » de l'Antiquité et du Haut Moyen Âge. À la fin du XIX^e siècle déjà, la jeune archéologie bulgare où dominent les frères Skorpil, d'origine tchèque, découvre des « trésors » liés à la présence ou au passage de Grecs, de Romains et de Byzantins. Se séparant du Musée Populaire au début du XX^e siècle, le *Musée Archéologique* se constitue à partir de collections d'objets dont la chronologie (Grèce classique, époques hellénistiques et romaine) en fait des *antiquités* au sens strict. Jusque dans les années 1950, ce type de patrimoine sera en grande partie récupéré dans les réseaux parallèles, essentiellement auprès des « chercheurs de trésors » [*imanjari*]. Sous une forme ou une autre, cette dernière pratique subsiste jusqu'à nos jours, sans déboucher sur la constitution de collections privées et à un marché de l'art comprenant des antiquités. Pour une variété de raisons dont la configuration change selon la période et le régime politique, le territoire bulgare fait l'objet d'une politique où dans les vingt dernières années les *imanjari* – petits entrepreneurs d'une économie ténébreuse revivifiée, ont cédé la place à des structures quasi-mafieuses et au trafic organisé.
- 20 Cette brève revue permet de voir qu'il est difficile de parler de « politique du patrimoine », dans la perspective développée plus haut, avant l'avènement du régime communiste. Celui-ci donne un véritable coup de fouet à la modernisation de la société par une industrialisation démesurée accompagnée d'une course à l'urbanisation et de l'abandon de la campagne, et procède d'une main ferme à la sécularisation. Le changement politique affecte en premier lieu le « Palais » et les quelques résidences royales du pays. Le premier est transformé en musée dont les locaux sont partagés entre la *Galerie Nationale des Beaux-Arts* et le *Musée Ethnographique* (d'une conception proche de

celle du Musée des Arts et Traditions Populaires). Quant aux autres résidences, elles seront bientôt récupérées par les circuits fermés du nouveau pouvoir.

- 21 Le premier souffle d'une politique du patrimoine d'envergure peut être repéré vers la fin des années cinquante et le tout début des années soixante. Elle est ciblée sur les bâtiments de culte chrétiens, avant tout des monastères dont la construction et/ou la décoration remonte au Moyen Âge, d'autant plus que ces « témoins de l'histoire » étaient situés hors des agglomérations et visitables à l'occasion de fêtes précises, donc objets d'une fréquentation facile à contrôler. Étant donné l'exceptionnelle rareté des édifices antérieurs au XI^e siècle, la première urgence fut de préserver et de conserver les grands monastères –hauts lieux de l'orthodoxie dont la fondation pourrait remonter aux XIII^e–XIV^e siècles (époque du Second royaume bulgare). Ainsi l'un des premiers sites « patrimonialisés » fut le monastère de Bačkov, fondé au XI^e siècle ; son ossuaire contenant des peintures murales du XIV^e siècle est classé « monument de la culture » dès 1956. L'autre site qui bénéficie très tôt d'une attention particulière, est le monastère de Rila, fondation postérieure à la précédente mais ayant l'avantage d'avoir comme patron Saint-Jean de Rila, saint à l'identité bulgare immédiatement identifiable. Classé dès 1958 « monument national d'art et d'histoire », le monastère de Rila fut soustrait à l'Église et proclamé « musée national » (1960). Ce changement de statut provoqua le déplacement plus ou moins forcé de la trentaine de moines qui y vivaient encore vers un village de montagne du centre de la Bulgarie, non loin d'un autre grand monastère, celui de Trojan²⁴. En 1968, les quelques moines qui ne renoncèrent pas à la soutane furent transférés dans leur monastère, redevenu lieu de culte à côté de sa fonction comme musée. Le plus curieux, c'est que le village de leur exil devint, dans les années soixante-dix, le premier centre national de l'artisanat et des métiers d'art pour être à son tour intégré au réseau du *patrimoine culturel* national dans les années 1980.
- 22 Les églises paroissiales furent moins concernées par cette première vague de mise en valeur patrimoniale. Dans la période initiale, le mauvais traitement du bas clergé et la désorganisation des paroisses étaient encore trop pesants. Pourtant, on procède à un premier repérage d'églises anciennes, le plus souvent près ou dans des cimetières, ou dans les villages des zones les plus affectées par l'exode rural.
- 23 Dans un deuxième temps, l'inscription au patrimoine des édifices du culte chrétien commence à s'appliquer aux monastères et aux églises richement décorées antérieurs au XIX^e siècle, dans tous les cas avant 1878. L'année de la Libération et de la fondation de la Bulgarie moderne est purement symbolique pour l'histoire de l'art ; elle constitue pourtant un repère majeur dans la gestion politique du patrimoine. Initialement, la valeur des églises construites et peintes dans les premiers siècles ottomans (XV^e–XVI^e) est jugée d'après des critères non seulement artistiques mais aussi politiques et « patriotiques » : les œuvres sont considérées comme des reliques d'une civilisation perdue car anéantie par les Ottomans²⁵, mais également témoignages du « génie créateur » du peuple bulgare, insoumis et aspirant à sa liberté. Ce n'est que tardivement que les experts en patrimoine se penchent sur les conditions matérielles permettant cet épanouissement, et l'ouvrage (au demeurant très controversé) de Machiel Kiel y est pour beaucoup.
- 24 Avec la création d'un *Institut national des monuments de la culture*, en 1960, classer les monuments devient une activité spécialisée requérant une expérience professionnelle : celle des historiens de l'art et des architectes, secondés par une nébuleuse de métiers techniques. Le tri s'effectue à partir de critères venant des arts plastiques : des peintures

de qualité (fresques et icônes) et des boiseries des cloisons d'autels. Dans cette logique du beau, la « conscience de la valeur patrimoniale » s'étend pour couvrir les images religieuses – peintures murales ou icônes, images portables – qui de toute façon représentaient la seule forme d'existence des beaux-arts dans le pays jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle. Ici, la vocation de l'historien de l'art est de magnifier les monuments de l'art religieux (christianisme orthodoxe) en Bulgarie, tout en affirmant leur « indépendance » vis-à-vis des écoles et des maîtres gréco-byzantins. Le souci de protéger, conserver et restaurer les images religieuses aboutit à la création de dépôts d'icônes : une partie se trouve exposée dans la section des beaux-arts des musées départementaux, l'autre – dans un espace intérieur à l'église conçu comme musée, la crypte. La crypte de la cathédrale Saint-Alexandre Nevski de Sofia en est l'exemple le plus remarquable : abritant la plus vaste collection d'icônes du pays, elle fonctionne simultanément comme musée, atelier de conservation et restauration, et institut d'étude de l'art religieux. Dans cet espace, l'icône devient l'objet d'une classification d'après des notions de « style » et d'« écoles », dissociant la forme du contenu et évacuant ce dernier. Pour les jeunes générations sans culture religieuse particulière, l'évocation même du mot crypte (*kriptata*) renvoie à ce musée très spécial.

- 25 Dès le début des années 1970 la Bulgarie du « socialisme avancé » déploie une politique du patrimoine très ambitieuse. La période allant de 1970 à 1981 est particulièrement riche en commémorations, en débats et publications d'ouvrages historiques, le tout visant à développer l'orgueil des Bulgares pour leur histoire et leur culture. On a déjà signalé la relation entre ce phénomène et l'accession au sommet de l'État de la fille du chef de l'État, Ludmila T. Zhivkova (1942-1981)²⁶. Nommée directeur du *Comité de Culture et d'Art*, elle fit rapidement de ce secteur laissé à la traîne l'un des ressorts les plus dynamiques de la « construction du socialisme ». La multiplication et le caractère représentatif de ses tâches amène à la transformation du Comité en Ministère de la Culture (1980) alors que Zhivkova, toujours en tête de la culture bulgare, grimpe les échelons jusqu'à devenir membre du Bureau Politique du Comité Central (1979), véritable cercle régnant du PC bulgare. Ce qui a été moins étudié, c'est le lien entre la politique culturelle et l'usage du patrimoine d'un côté, et l'ascension, autour de Zhivkova, d'une nouvelle intelligentsia qui tendait à l'autonomie tout en se laissant chouchouter par le pouvoir, et pour laquelle le nationalisme était une alternative de l'orthodoxie marxiste²⁷.
- 26 C'est dans ce milieu bouillonnant que naît l'idée de célébrer les 1300 ans de la constitution de l'État bulgare (date de référence : 681) en mettant l'accent sur les apports culturels du « petit peuple » bulgare²⁸ dans la « trésorerie des grandes cultures »²⁹. Les trésors visés sont toutes les cristallisations culturelles – matérielles aussi bien que « spirituelles », dans lesquelles se serait imprimé le génie d'un peuple, ou d'un individu de talent extraordinaire. Les trésors de l'esprit et de la science sont valorisés par des programmes spéciaux désignés pour le « développement harmonieux de la personnalité ». Le premier programme de ce genre est dédié à Leonardo Da Vinci (1977) ; le second, en 1978/79, au peintre d'origine russe et amateur des philosophies orientales Nikolay Roerich. Toute la seconde moitié des années 1970 passe sous le signe de grands événements culturels : au fond, le 1300^e anniversaire n'est pas une date précise, mais toute une période, celle du socialisme mûr ou développé, qui fut célébré comme un nouvel Age d'Or de la culture bulgare.
- 27 La célébration du passé glorieux et plus généralement de l'Histoire attise la soif pour un patrimoine historique et culturel riche ; c'est le moment de la véritable prise de

conscience, de façon massive, que le passé peut être un capital et ses traces des « trésors » qui se font monnayer en politique. Les trésors du glorieux passé bulgare les plus susceptibles d'impressionner les étrangers et surtout les Occidentaux, se retrouvent sous deux formes principales : à côté des objets de l'art religieux (icônes et peintures murales dans les églises orthodoxes) apparaissent les trésors thraces –trouvailles archéologiques généralement attribuées à l'Antiquité. Fournissant les axes majeurs de la politique culturelle des années 70 et 80, ces deux domaines sont, logiquement, les mieux subventionnés. Les experts du passé reculé et des civilisations anciennes et ceux qui travaillent pour leur mise à jour reviennent à l'honneur. Ainsi l'archéologie et surtout sa branche antiquisante rejoint, comme occupation de haut prestige social, le travail de l'historien et celui de l'historien de l'art. Historiens, archéologues et historiens de l'art sont tous associés à la politique culturelle et à la préservation du patrimoine.

- 28 Parallèlement aux événements culturels à grande échelle, une stratégie de mener le jeu politique international par l'action culturelle, et en particulier par la valorisation du patrimoine, prend du relief. À côté de ses multiples activités L. Zhivkova s'investit particulièrement dans la mise en valeur de deux domaines du patrimoine culturel bulgare : les images religieuses médiévales (icônes et enluminures), et les objets d'art appartenant à la civilisation des Thraces, « les premiers habitants des terres bulgares ». La mise en exergue d'un certain patrimoine antique constitue peut-être la grande innovation de la politique du patrimoine en Bulgarie socialiste³⁰. Elle fait prudemment jouer les éclats de l'antiquité grecque sur les voisins du Nord, d'éternels barbares aux yeux des Grecs, sans toutefois aller jusqu'à y fonder ses revendications historiques et identitaires, comme c'est le cas de l'illyrisme albanais³¹. Dans l'ensemble, il s'agit de faire le *marketing du régime politique* bulgare devant le monde, par le biais des « trésors thraces » et, à un moindre degré, des trésors de l'art religieux (surtout les icônes). Entre 1968 et 1981, les collections des deux types firent le tour des musées les plus prestigieux du monde. Le tableau suivant ne retient que les manifestations les plus importantes³².

29 **1968**

L'exposition « 1000 ans d'icône bulgare » au Grand Palais, à Paris, fait découvrir à la France « un petit peuple balkanique porteur d'une culture chrétienne millénaire » ; par la même occasion, les premiers accords d'échanges culturels sont conclus.³³

30 **1974**

Paris accueille l'exposition « Trésors thraces » ; son inauguration est considérée comme un tournant dans les rapports culturels franco-bulgares.

31 **1975**

L'exposition « L'art et la culture thraces dans les terres bulgares » s'installe pour quelques mois dans le musée le plus prestigieux de Vienne. Prélude à une visite de T. Zhivkov, cette manifestation culturelle s'inscrit dans une politique de présence bulgare en Autriche marquée également par l'achat de la maison Wittgenstein, où s'installera le Centre Culturel bulgare.

32 **1975**

Après une visite au Caire, L. Zhivkova se rend à Alger où son père et chef de l'État bulgare se trouve en visite officielle. Dans les deux cas, elle agit en Ministre de la culture, et montre un grand intérêt pour les « monuments de la culture arabe ».

33 **Janvier 1976**

L'exposition « Trésors thraces de Bulgarie » au *British Museum*. En marge de son

inauguration, Zhivkova rencontre son homologue britannique ; l'entretien se limite à des questions de muséologie et de patrimoine.

34 **1977**

New York : la « visite officielle bulgare » aux États-Unis (une des premières du genre) s'ouvre avec le vernissage de l'exposition *L'Art thrace dans les terres bulgares* ; elle se termine par un accord d'échanges culturels entre les deux pays.

35 **Avril 1978**

Prague : Zhivkova inaugure l'exposition « L'art thrace dans les terres bulgares », ce qui permet de souligner les rapports qui lient les deux pays-« frères » par-delà les régimes ; l'héritage des « apôtres slaves », les frères Cyrille et Méthode.

36 **Début 1979**

Triomphe des « Trésors thraces de Bulgarie » au Japon, signature d'une série d'accords d'échanges culturels et universitaires bilatéraux, en marge desquels on note les premiers signes de l'intérêt économique du Japon pour la Bulgarie.

37 **Octobre 1979**

Les « Trésors thraces des terres bulgares » arrivent au musée de Cologne, « capitale artistique de l'Allemagne fédérale ». Cet événement marque un tournant positif dans les rapports germano-bulgares ; dans son sillage, les deux pays organisent des « Semaines de la culture » allemande en Bulgarie et bulgare en RFA.

38 **Septembre 1980**

L'exposition « L'art thrace des terres bulgares » est en Suède ; début d'une période d'échanges culturels et universitaires intenses.

39 **Février 1981**

Delhi : les rencontres au sommet se suivent autour de l'exposition « L'art thrace dans les terres bulgares », visitée par Indira Gandhi en personne.

40 **Mars 1981**

Mexico City : L. Zhivkova inaugure l'exposition de « Trésors thraces ». Ce voyage-éclair s'inscrit dans la rencontre officielle entre T. Zhivkov et son homologue mexicain.

41 La série ci-dessus permet de saisir l'interdépendance entre politique et patrimoine et les enjeux que cache l'étalage fait de ce dernier sur la scène internationale. On voit bien que les actions politiques les plus spectaculaires de la Bulgarie sur la scène internationale sont couplées avec des manifestations culturelles, et plus précisément liées à l'exhibition d'un patrimoine à la fois historique et artistique. Ces traces de l'histoire et de l'art « bulgare » sont des cristallisations culturelles appelées des *trésors*. Imitant les modèles élitistes de la haute culture européenne, ces manifestations culturelles nourrissent une ambiance où le *connoisseurship* artistique est partie prenante du métier politique. De temps en temps, ces collections brillantes promenées comme des « ambassadeurs de la culture bulgare » font une halte dans la capitale, Sofia, et la population bulgare, depuis la fine fleur de l'intelligentsia jusqu'aux élèves des écoles primaires, se précipite pour les visiter et apprécier. Toute cette atmosphère contribue à la ferveur nationaliste dont le point culminant sera les célébrations des 1300 ans de l'État bulgare au printemps de 1981. Survenue un an après le décès précoce de son initiatrice, la fête est plutôt terne. Les années quatre-vingts voient l'affaiblissement progressif de la propagande athée et la relâche en sourdine des interdits sur la pratique publique de la religion chrétienne. Cette libéralisation affecte surtout les grandes villes ; la campagne attendra le changement du régime en 1989. L'emprise est maintenue sur la jeunesse d'âge scolaire, facile à contrôler,

sous surveillance surtout lors des processions nocturnes des Pâques orthodoxes. Pourtant dans son ensemble, l'attention (et la surveillance) se déplace vers les pratiquants de l'Islam ; seulement trois ans après les festivités des « Treize siècles de Bulgarie », le régime lance la plus grande action visant le changement d'identité de sa minorité principale : le « baptême des Turcs ». Celle-ci se soldera par un échec durant l'été de 1989, précipitant la chute du régime Zhivkov.

- 42 Une ethnographie choisie parmi nos terrains³⁴ permet d'illustrer les faits et les processus qui viennent d'être évoqués. Trân est un gros bourg de 5000 habitants dans la zone la plus occidentale du pays, limitrophe de la Serbie. Aujourd'hui marginalisée dans les deux pays voisins, l'aire de Trân vit dans une relative prospérité économique à l'époque ottomane. Ceci explique le nombre élevé d'églises et de monastères de cette période susceptibles d'être classés « patrimoine national ». Les « antiquités » religieuses de cette zone frontalière deviennent la cible d'une politique du patrimoine dans les années 1970. Le chantier le plus important fut sans doute le monastère Saint-Michel, daté du XIV^e siècle dont la décoration est attribuée à la fin du XIV^e et au XVII^e siècle ; bien que tardivement, il est classé « monument national » du patrimoine historique et culturel³⁵, et bénéficie de fonds très importants. Encore de nos jours, les habitants les plus âgés utilisent comme repère chronologique le moment où « Ljudmila a donné de l'argent pour le monastère », vaguement situé dans les années soixante-dix. Les premiers signes d'un souci du patrimoine local datent du début des années soixante : dès 1962, on parle de la rénovation des peintures du petit monastère proche du village de Rejanovci. Rendu au culte, il fut rapidement fermé à la suite des baptêmes que des prêtres locaux privés de leurs paroisses y effectuaient en cachette³⁶. Au début des années 1980, l'église Sainte-Petka de Trân est classée *patrimoine historique et artistique de l'époque du Réveil national* à l'échelle nationale. Bien avant ce moment, son entretien n'avait pas manqué d'attirer quelques-uns des plus croyants ; avec l'arrivée d'un financement plus important, ils furent associés à la tâche en se faisant confier les petits travaux de nettoyage ou de réparation. Ce sont également les fidèles locaux qui se chargent d'être « gardiens de la clé » de l'église, ce qui suppose une disponibilité à tout moment. Assurant l'accès à l'église en période de travaux (de restauration) mais aussi pour les visiteurs de plus en plus fréquents, ces gardiens se substituent peu à peu aux serviteurs de Dieu institutionnalisés ; déjà dans les années 1980, on leur applique le terme de *klisar/klisarka* [sacristain, au masculin et au féminin]. À la différence des prêtres réduits au rang d'employés, les gardiennes (car c'étaient exclusivement des femmes) étaient toujours disponibles pour « ouvrir l'église ». Les croyants locaux adaptaient leurs comportements et leur demande religieuse à ce qui était accessible. Pour la plupart, c'était simplement l'accès à l'église Sainte-Petka qui leur permettait d'accomplir –sans surveillance mais sans guide pastoral non plus– les gestes élémentaires de dévotion et de commémoration de leurs morts.
- 43 C'est donc le statut de monument historique qui mène à –voire, impose– une ritualisation secondaire du lieu de culte chrétien à l'intérieur d'un concept totalisant de l'histoire nationale. Ce dernier se donne –ici comme dans une France sécularisée depuis longtemps– comme la façon agréée de vivre le religieux dans la société contemporaine³⁷. Au prix d'une double inversion du sens du lieu de culte et du *religieux* par extension, ce dernier fait bénéficier de son capital symbolique le régime politique qui le manipule.

NOTES

1. J. Cuisenier, « Saints bulgares après le communisme », in : *L'art de la recherche. Essais en l'honneur de Raymonde Moulin*, Textes réunis par P.-M. Menger, J.-C. Passeron, Paris, 1997, p. 53-69. Voir en particulier p. 53.
2. Ici et plus loin, nous nous en tenons à la terminologie convenue dans la socio-/anthropologie anglo-saxonne (cf. K. Verdery, *What Was Socialism, and What Comes Next?*, Princeton, 1996 ; G. Creed, *Domesticating Revolution : From Socialist Reform to Ambivalent Transition in a Bulgarian Village*, Pennsylvanie, 1998) : « communiste » et « socialiste » sont utilisés de façon interchangeable, la préférence allant au terme de « socialiste/socialisme » qui fut l'auto-désignation de la société étudiée.
3. J'évoque ici un ancien ouvrage de M. Godelier, *L'idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés*, Paris, 1984. Selon l'auteur, c'est la tension permanente entre l'idéal de la pensée, « une » malgré ses formes innombrables, et la pluralité infinie du matériel socio-économique, qui est au cœur du projet anthropologique.
4. A. Chastel, « Le Patrimoine », in : P. Nora (éd.), *Lieux de mémoire*, II (La Nation), Paris, 1986, p. 405-450, p. 405.
5. M. Herzfeld, *Cultural Intimacy. Social Poetics in the Nation State*, New York-Londres, 1997.
6. A. Chastel, *art. cit.*, p. 440-442.
7. Ici, je fais allusion moins au slogan marxiste d'ailleurs suivi et appliqué par tous les régimes communistes qu'au « désenchantement religieux » de Max Weber—corollaire incontournable de la modernisation d'une société, et à la sécularisation des sociétés qui fut jusqu'à récemment un axiome dans les sciences sociales du religieux.
8. A. Chastel, *art. cit.*, p. 408 et p. 424-432.
9. B. Lory, *L'Europe balkanique de 1945 à nos jours*, Paris, 1996, *passim* ; la question de la modernisation pré-communiste de la société bulgare est au centre de plusieurs recherches en cours. Toutefois, les observateurs et les chercheurs de l'extérieur partagent la vision d'une modernisation fort incomplète et superficielle de la société bulgare jusqu'à l'industrialisation forcée et l'urbanisation pratiquées par le régime communiste, cf. G. Creed, "Agriculture and the domestication of industry in rural Bulgaria", *American Ethnologist*, 22, 3 (1995).
10. À la suite notamment de Z. Bauman et S. Eisenstadt : cf. les essais réunis dans R. Kilminster et I. Varcoe, *Culture, Modernity, and Revolution: Essays in Honour of Zygmunt Bauman*, New York-Londres, 1996. C'est également le point de vue des anthropologues travaillant sur l'Europe de l'Est et les sociétés post-socialistes : cf. K. Verdery, *op.cit.* et G. Creed, *Domesticating Revolution...*, *op.cit.*
11. Sur ce point, cf. la riche étude de R. Handler, *Nationalism and the Politics of Culture in Quebec*, Madison, 1988. Sur le lien spécifique entre modernisation, religieux (rituel), et politique du patrimoine dans le Laos communiste, cf. G. Evans, *The Politics of Ritual and Remembrance: Laos Since 1975*, Chiang Mai-Honolulu, 1998.
12. D. Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Paris, 1993.
13. V. les observations sur la société grecque de N. Kokosalakis, « Orthodoxie grecque, modernité et politique », in : G. Davie et D. Hervieu-Léger (éd.), *Identités religieuses en Europe*, Paris, 1996, p. 131-151. Ce point est développé dans G. Valtchinova, « Orthodoxie et communisme dans les Balkans : réflexions sur le cas bulgare », *Archives de Sciences Sociales des Religions*, 119 (juil.-sept. 2002), p. 79-97.
14. B. Lorry, *op. cit.*, p. 121.

15. Une approche analogue en Grèce est discutée dans K. Seraidari, « Rituels scolaires en Grèce : de l'histoire nationale aux pratiques religieuses locales », *Terrain*, n° 37 (sept. 2001), p. 139-152.
16. Ce qui n'est pas une coïncidence : rappelons que les premiers grands collectionneurs et chercheurs d'antiquités des Bulgares –et des Slaves du Sud en général– furent des slavistes russes. Mentionnons entre autres Jurij Venelin, qui initie plusieurs activistes du Réveil national bulgare à la collecte du « patrimoine du peuple », ainsi que d'illustres philologues et historiens de l'art byzantin (et slavophiles !) comme Loparev, Kondakov, etc.
17. Cf. B. Lory, *Le Sort de l'Héritage Ottoman en Bulgarie : L'Exemple des villes bulgares 1878-1900*, Istanbul, 1985, p. 193.
18. Il faut noter que le peintre qui s'est le plus illustré dans cette activité est le Tchèque I. Mârkvíčka (apogée artistique dans les années 1880-1910), un des fondateurs de l'École des Beaux-Arts de Sofia (1892), dont les nombreuses huiles intitulées « Noces à [X] » ou « Jour de marché à [Y] » sont étudiés comme des images fidèles à cent pour cent de la vie réelle du peuple bulgare.
19. Information orale de A. Kirilova et A. Komitova, de l'Institut et Musée d'Ethnographie de Sofia, que je tiens à remercier.
20. Ce point est discuté par tous les chercheurs occidentaux qui se sont penchés sur la Bulgarie des XIX^e – XX^e siècles, et plus récemment des anthropologues et des historiens travaillant sur les minorités.
21. A. Burguière, *Paysages et paysans. Les campagnes européennes du X^e au XX^e siècle*, Paris, 1993.
22. La destruction du « patrimoine ottoman » est fustigée par des auteurs occidentaux, en particulier par M. Kiel, "Urban Development in Bulgaria in the Turkish Period : The Place of Turkish Architecture in the Process", in : K. Karpat (ed.), *The Turks of Bulgaria. The History, Culture and Political Fate of a Minority*, Istanbul, 1990, p. 79-158. On trouvera dans B. Lory, "Le sort de l'héritage ottoman en Bulgarie...", *op. cit.*, une présentation équilibrée des faits et un argumentaire sophistiqué concernant les mécanismes de ce rejet, accompagné d'un attrait pour l'orientalisme.
23. Bien qu'à titre exceptionnel, des démolitions de ce genre se poursuivent jusque dans la période de l'entre-deux-guerres, avec par exemple la destruction de la mosquée Kurşumli au centre-ville de Plovdiv : la perte fut pourtant regrettée dès les années 1950 ; je remercie B. Lory pour cette information. Sur les logiques de la politique du patrimoine dans cette ville multiculturelle, v. Kr. Krastanova et M. Rautenberg, « Réinterprétation du passé et imaginaire urbain. Patrimoine architectural, politique culturelle et peinture figurative à Plovdiv, Bulgarie », *Balkanologie*, VIII-2 (2004), p. 33-54.
24. Observons toutefois que les trois monastères cités sont des fondations stauropégiaques, dont les affaires (et les revenus) n'étaient pas directement gérées par les métropoles de l'Église Orthodoxe bulgare. De plus, le Patriarcat de Constantinople réclamait certains revenus de la stauropégie de Bačkovo jusque dans les années 1940.
25. La vision de l'invasion ottomane comme une sorte de fléau naturel a persisté dans l'historiographie bulgare jusqu'à tout récemment. Une version plus atténuée de cette vision essentialiste est celle, partagée par d'autres historiographies balkaniques, de la « sauvagerie orientale » des occupants qui anéantirent les « civilisations plus avancées » existant sur place. Spécialement en ce qui concerne les églises, celles construites et décorées entre le XV^e et le XVII^e siècle étaient utilisées comme un argument *a contrario* pour démontrer l'ampleur des pertes dues à l'invasion ottomane : le nombre de lieux de culte chrétiens construits dans les premiers siècles ottomans serait en théorie inférieur à celui des églises érigées sous le Deuxième royaume bulgare (1189-1396) –alors qu'en réalité, il y était supérieur. Cet axiome de l'historiographie (y compris de l'art) bulgare a été démolí par M. Kiel, *Art and Society of Bulgaria in the Turkish Period*, Assen/Maastricht, 1985.
26. Sur la personnalité et la politique de L. Zhivkova, voir la présentation succincte mais très équilibrée de B. Lory, *L'Europe balkanique...*, *op. cit.*, p. 80-81 et la récente étude d'I. Nedeva,

“Ljudmila Zhivkova and the Paradox of Ideology and Identity in Communist Bulgaria”, *East European Politics and Societies*, vol. 18, 2 (2004), p. 278-315.

27. Ce lien est bien mis en lumière par K. Verdery, *National Ideology Under Socialism : Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley, 1991 d'une façon générale pour les pays communistes, et par C. Rijs, *Religion, Politics and Historiography in Bulgaria*, Boulder, 2002. V. aussi les pistes dans I. Nedeva, op. cit., et M. Todorova, “Conversion to Islam as a Trope in Bulgarian Historiography, Fiction and Film”, in : M. Todorova (éd.) *Balkan Identities: Nation and Memory*, New York, 2004, p. 29-157.

28. Le slogan « I nij sme dali neshto na sveta » (Nous avons donné [apporté], nous aussi, quelque chose à la civilisation universelle), est tiré d'un vers que le poète national Ivan Vazov (le Victor Hugo bulgare) met dans la bouche des défenseurs de Shipka, combattant aux côtés des Russes contre l'armée ottomane dans l'été de 1877. Marquée d'un nationalisme à la fois lyrique et épique, cette poésie que chaque écolier devait apprendre par cœur aligne victoires militaires et sommets culturels dans l'histoire bulgare ; le vers en question célèbre l'invention de l'alphabet slave par les frères Cyrille et Méthode.

29. En Bulgarie socialiste, il s'est formé un sens commun autour du mot « trésor' qui le fait coextensif à l'Etat et inséparable de la notion de territoire national : plus on parle de « trésors nationaux », plus l'action des chercheurs de trésors à l'ancienne devient condamnable et « criminelle ». Le lien de ce concept avec les « monarchies sacrées », et avec l'époque pré-moderne plus généralement, est analysé par K. Pomian, *Des saintes reliques à l'art moderne. Venise-Chicago XIII^e-XX^e siècle*, Paris, 2003.

30. La question est discutée dans I. Iliev, “The proper Use of Ancestors”, *Ethnologia Balkanica. Journal of Balkan Ethnology*, 2 (1998), p. 7-18, et en détail, dans G. Valtchinova, « Idées et usages de l'Antiquité en Bulgarie socialiste », *Dialogues d'Histoire Ancienne*, 31, 1 (2005), p. 87-128.

31. Voir P. et B. Cabanes, *Passions albanaises. De Berisha au Kosovo*, Paris, 1998, p. 189-198.

32. Toute l'information est puisée dans le livre Ludmila Zhivkova. *Vie et Oeuvre, 1942-1981. Annales*, Sofia, 1989, fruit du travail d'un collectif de chercheurs de l'Institut des Études Balkaniques.

33. C'est le seul événement de ce genre organisé et mené à bonne fin sans l'implication de L. Zhivkova, encore trop jeune ; à noter que les personnes impliquées dans l'organisation furent associées à son cercle le plus proche.

34. V. G. Valtchinova, *Laudae Znepolensia: Religion et identité locale en Bulgarie Occidentale*, Sofia, 1999 [en bulgare].

35. Cf. *Dârzhaven Vestnik* [JO, Sofia] N. 52/ 1977 ; ce retard peut s'expliquer par le fait que le monastère se trouve dans le dernier des trois cercles concentriques de la zone frontalière, derrière les fortifications aménagées (ici, précisément au début des années 70) pour empêcher les passages clandestins de la frontière en direction de la Yougoslavie. Rappelons à cette occasion qu'en Bulgarie socialiste, la Yougoslavie de Tito fut considérée comme « pays capitaliste ».

36. Le cas de ce monastère est discuté dans G. Valtchinova, *Laudae Znepolensia...*, op. cit., p. 138 ; v. *ibid.*, p. 138-140, pour les autres lieux de culte qui font l'objet d'une mise en patrimoine à cette époque.

37. D. Hervieu-Léger, op. cit.

RÉSUMÉS

La Bulgarie socialiste a fait des objets religieux du passé un des points forts de sa politique culturelle. C'est ce paradoxe qui se trouve au cœur de l'article, qui investit les assises idéologiques de la notion de patrimoine, mais aussi du processus de patrimonialisation mené par le régime communiste en Bulgarie. L'analyse est placée dans une perspective plus large, qui prend en compte l'histoire de l'État bulgare moderne, afin de mettre à nu les enjeux politisés du patrimoine.

Religious objects from the past have been a crucial issue of cultural politics in socialist Bulgaria. This paradox makes the very bulk of the article, where the ideological fundamentals of notion of patrimony are investigated, as well as the patrimonilization process organized by the Communist regime. This reflection is led in the broader perspective of modern Bulgarian state history, in order to lay bare politicized issues that surround patrimony.

AUTEUR

GALIA VALTCHINOVA

Académie des Sciences de Bulgarie, Sofia